

Et si l'hirondelle faisait le printemps ?

Confinement, temps suspendu et (en)vol du temps

Jacinthe Mazzocchetti

Jacinthe Mazzocchetti est anthropologue et professeure à l'Université catholique de Louvain – Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP-Ucl).

Il y a quelques années, mon collègue Mathieu Hilgers et moi-même¹ rappelions combien « le travail scientifique n'est pas un travail réalisé dans l'instant. La recherche n'est pas du commentaire électoral, elle ne traite pas de l'évènement pour l'évènement, elle exige du temps ». Dans ce texte, nous énoncions aussi en substance que par « le choix des objets, par les intuitions et les logiques mises en lumière », les ethnographies peuvent cependant participer non seulement de la compréhension de l'actualité, mais également, si elles sont lues avec attention et profondeur, « anticiper » certaines réalités et fournir de la sorte « quelques clefs aussi modestes et sommaires soient-elles » pour analyser les lames de fond qui traversent les sociétés. Comme le disait Bourdieu, arguions-nous, « le sociologue et l'anthropologue arrivent quand la fête est finie, le rideau tombé, les lumières médiatiques éteintes », la temporalité entre les résultats de la recherche et l'état du monde impliquant toujours un décalage.

Dans ce contexte singulier de confinement, comment ne pas ajouter du bruit au bruit ambiant assourdissant d'informations, de désinformations, de chiffres, d'opinions tranchées et rapides, mais aussi de pensées conspirationnistes en réponse aux sentiments et aux vécus d'impuissances, nourries également de ce climat de défiance à l'égard des médias, des intellectuels et des politiciens, bien souvent amalgamés, qui s'est installé dans nos sociétés... Ce bruit diffus, dont le flux virtuel est plus intense encore qu'à l'habitude, qui lui aussi nous empêche de penser. Depuis quelle place, avec quelles données, parler ?

Les temps de la parole

D'un côté, depuis mes sujets de recherche, mes terrains relatifs aux migrations et à l'exil, même si j'en suis largement coupée pour le moment. Réduite à voir se creuser encore davantage les processus et les effets d'inégalité des vies de ceux et celles que l'on dit « migrant.e.s », mais aussi des « racisé.e.s » et, plus largement, des précaires. Les inquiétudes, justifiées, sur les atteintes à nos libertés en contexte de confinement, notamment celle d'aller et venir, mais aussi le droit à quitter son pays de naissance, nous amèneront peut-être à rouvrir plus largement ces questions qui, jusqu'à présent, ne concernaient qu'une parcelle privilégiée des habitants de la planète. Il est permis de rêver, même si actuellement, abandonnés dans les zones frontalières, les rues, les camps, enfermés dans des espaces

¹ M. Hilgers, J. Mazzocchetti, « L'anthropologie n'est pas du journalisme. Réponse à Andrea Reikat », non publié, 2011, disponible sur Academia.edu : <https://uclouvain.academia.edu/JacintheMazzocchetti>.

confinés où leurs vies sont en sursis, pour les migrant.e.s en attente et/ou débouté.e.s du droit à la protection internationale, s'ajoutent aux traumatismes de guerre mais aussi liés à l'attente d'un statut, aux conditions de vie et d'hygiène déplorables, la crainte de l'épidémie. Condamnés pour beaucoup à la promiscuité des camps, au mieux des centres d'accueil, errants pour d'autres dans nos rues, leur santé mentale et physique qui, déjà bien avant le confinement, n'était pas prioritaire pour les responsables politiques se voit totalement négligée, comme en atteste notamment les observations des chercheurs et acteurs de terrain affiliés au réseau Migreurop². Plutôt que de les protéger, une fois encore, il s'agit de nous protéger de ces autres, acculés, racisés, déshumanisés, dont la vie semble être de moindre valeur. Ainsi, nourries de peurs, de pensées hygiénistes, nationalistes et raciales, s'accroissent les logiques de catégorisation et de tri des humains de plus ou moins de droits.

De l'autre, de ma place de témoin, entre participation et observation d'une période troublée. Enseignante à distance, à l'écoute des étudiant.e.s, mais aussi des échos de leurs vies et de leurs terrains. Mère qui télétravaille, en quête d'espace où respirer. Fille, inquiète. Petite-fille qui vient de perdre sa grand-mère dans ce contexte qui empêche les rassemblements et les cérémonies. Tout mon temps pris par les cours à distance et leur préparation, les suivis et corrections de travaux, les réunions. Mon temps de recherche évaporé, transformé en un temps d'école à la maison avec des enfants dont les humeurs oscillent entre sourdes anxiétés et envies d'aller jouer. « Continuité pédagogique », cette ritournelle résonne à mes oreilles comme celle d'une mauvaise blague. Nos enfants ne sont pas hors du monde, ils sont en train de vivre une période bien étrange, coupés de leurs sociabilités, dont les écrans ne peuvent suffire, inquiets face à un monde qui leur apparaît effrayant, troublés dans leurs repères. Qu'elle me semble inopportune cette volonté obsédante de vouloir continuer à faire comme si nos vies n'étaient pas profondément chamboulées par ces mises à distance de nos corps, réduits à se regarder au travers des écrans, à ne pas pouvoir honorer nos morts, à lire le désarroi des soignants, à dénoncer par pétition la violence que recèle le confinement pour les personnes précarisées. Vouloir s'arrêter, au-delà des discours réducteurs de développement personnel, en ressentir le besoin pour mesurer ce qui se joue et ce qui, en cette période singulière, est révélé et malgré tout, courir, emportée dans le flux des obligations et des contraintes. Le temps du confinement devrait être suspendu, et pourtant...

Notre posture de privilégié.e, dans le sens de celui/celle qui est payé.e pour lire, enquêter et écrire, énonce Stengers³, devrait nous amener à oser un discours critique plus global. Ce luxe des intellectuels, qui est aussi une responsabilité, d'avoir le « temps ». Temps devenu, dans nos sociétés, « ressource », « marchandise ». Temps vampirisé, rendu utilitaire, dont le temps confiné vient exacerber les écarts et les échelles : entre temps volé, gagné, obligé, « romantisé », avec la peur du vide des uns et le trop-plein des autres. Le temps, diffraction supplémentaire qui, comme celle de la mobilité, s'ajoute aux rapports d'âge, de classe, de genre, de race, rapports de force et de pouvoir qui s'entremêlent au dépend des uns pour le confort des autres. Temps confiné qui est aussi relié à l'espace, à la possibilité d'habiter : avoir une maison et un jardin, vivre en appartement, en rue, en camps... Les territoires se

² <http://www.migreurop.org>.

³ I. Stengers, *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, Coll. Les Empêcheurs de penser en rond, 2013.

resserrent, les mouvements de *gated communities*⁴ explosent, et pourtant les virus ne s'arrêtent pas aux frontières.

Discours de crise

Le temps, c'est aussi cette pensée de la crise et avec elle, celle de l'urgence. Sommes-nous en crise ? En 2015, quand l'Europe commençait à prendre conscience du drame syrien et plus largement de celui des millions de déplacé.e.s dans le monde, j'avais écrit un texte intitulé : « Crise de l'humanitaire ou crise de l'humanité⁵ ». Je me sentais légitime de prendre une parole sur un sujet complexe, mais maîtrisé. M'est venue l'envie de le relire, avec un sentiment diffus de déjà vu, malgré les spécificités de ces périodes. Et en le parcourant, il m'est étrangement en effet apparu d'une grande contemporanéité. D'une part, les mêmes oublié.e.s des droits à la sécurité et à la dignité sont actuellement en première ligne, parmi les plus personnes les plus à risque. D'autre part, il suffirait à peu de choses près de remplacer « humanitaire » par « sanitaire » pour que les arguments développés dans le texte éclairent notre actualité.

D'un côté, une analyse du caractère d'imprévisibilité. Tout comme celle des drames migratoires, la situation de pandémie et de confinement que nous sommes en train de vivre est le fruit d'une histoire socio-politiquement située de notre rapport prédateur au vivant et aux autres, de notre rapport économico-centré au monde, de la destruction des écosystèmes, de l'accroissement des inégalités, de la dégradation des services publics, autrement dit de rapports de force et de choix politiques⁶. Bien sûr, il y a une part d'inédit, pour notre époque à tout le moins – les épidémies, confinements et mises à l'écart étant partie intégrante de l'histoire de l'humanité. Les questions que posent la pandémie ne sont pas neuves, elles sont, par contre, exacerbées. D'un autre côté, s'il y a lieu de penser en termes de « crise », il importe d'en décentrer le cœur pour interroger, *a minima*, les manques relatifs aux politiques concertées en matière d'environnement et de santé, plutôt que de s'inscrire dans une analyse de l'événement, telle que déployée dans la rhétorique de la « crise sanitaire ». Éviter à l'avenir d'être pris au piège de la réaction, plutôt que de l'anticipation, présuppose de ne pas se tromper d'objet. Car si les mouvements migratoires, liés, entre autres, aux dégradations des conditions de vie et aux inégalités croissantes, ne sont pas près de s'arrêter, il en est de même des effets sur la santé psychique et physique de notre mode de vie ravageur. Il semble en effet aujourd'hui impossible de penser les dégradations des conditions de vie, déplacements forcés, inégalités et possibilités de cohabiter entre humains sur le même espace fini qu'est la planète terre de façon cloisonnée.

⁴ Quartier résidentiel enclavé et fermé à l'extérieur (NDLR).

⁵ J. Mazzocchi, 2015, « Crise de l'humanitaire ou crise de l'humanité ? Pour une toute autre politique de migrations et d'asile », *Tout autre Chose*, en ligne (<http://www.toutautrechose.be/crise-de-lhumanitaire-ou-crise-de-lhumanite>).

⁶ Voir notamment : M. Ferdinand, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Paris, Seuil, 2019. Par ailleurs, le Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP-UCL) a largement participé à alimenter les réflexions sur ces sujets au travers de colloques, d'ouvrages, d'analyses empiriquement ancrées. Pour ce qui des colloques, voir notamment : « Indiscutable ? Et si on en discutait ? Regards critiques sur les politiques néolibérales » (2017), « Radiographie du néolibéralisme. Ethnographier les politiques sociales et de développement en contexte de marchandisation globale » (Chaire Singleton 2015)...

Le texte arguait également que « le discours de crise, alarmiste, évince bien souvent la complexité des situations ; mais aussi les solutions envisageables ». Que nous disent, mais aussi que nous cachent, ces discours répétés de crise ? IL faut relire E. Morin « Pour une crisologie⁷ », texte d'une autre époque et pourtant : « Il n'est pas de domaine ou de problème qui ne soit hanté par l'idée de crise : le capitalisme, la société, le couple, la famille, les valeurs, la jeunesse, la science, le droit, la civilisation, l'humanité... Mais cette notion, en se généralisant, s'est comme vidée de l'intérieur. À l'origine, *Krisis* signifie décision : c'est le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain, qui permet le diagnostic. Aujourd'hui crise signifie indécision. C'est le moment où, en même temps qu'une perturbation, surgissent les incertitudes ».

Les situations de « perturbations », nous dit-il, donnent à penser le système, la société et ici, en l'occurrence, l'économie capitaliste de prédation en général, et, la gestion néolibéralisée des soins de santé, en particulier. Distinguant la « perturbation externe » de la « perturbation interne », c'est elle qu'E. Morin nomme « crise », car et je m'approprie ici largement sa pensée, davantage que la situation perturbatrice, ce qui insécurise les tenants d'un système, ce sont ses failles et ses fragilités mises à jour. Bien entendu, il ne s'agit pas d'un découpage manichéen entre « dominants » et « dominés » qui occulterait les jeux d'acteurs, les ambivalences, les marges de négociation, mais d'une pensée néanmoins holistique qui ambitionne d'analyser les rouages fonctionnels et dysfonctionnels d'un faire société, en tenant compte des discours, des représentations, des pratiques et de leur potentielle mise en tension. Pour la situation qui nous occupe, le « *double bind* » de l'idéologie néolibérale se fissure, les discours d'individualisation des risques, des mérites et des fragilités ne tiennent plus. Les besoins de mutualiser les solidarités et les soins de soi, des autres, de la planète tombent sous le sens de leurs manques et de leurs absences.

Témoins du manque de temps

Ces notions de « crise », d'« urgence », de « politiques publiques », d'« inégalités » sont au cœur de mes terrains auprès des migrant.e.s et des diasporas africaines, mais aussi dans les enquêtes et/ou les groupes d'intervisions que j'anime auprès de travailleurs sociaux. Cette ethnographie longitudinale (avec de premiers terrains dès 1997) et multi-située (dans des secteurs et des institutions différentes) est ici brièvement mobilisée en ce qu'elle permet un regard empiriquement ancré quant aux effets des politiques néolibérales sur les services publics, mais aussi quant à la transformation des discours et pratiques de solidarité sociétale. Depuis des années maintenant, dans les discussions qui nous occupent revient en permanence la question du temps ou plutôt celle du manque de temps. Entre la bureaucratisation galopante de leurs pratiques, pris dans la tempête managériale de la « productivité », de l'« efficience », de l'illusion de la transparence et la dégradation des conditions de vie de ceux et celles qu'ils doivent à présent nommer « clients », ils se perdent. « Comment gérer les tensions entre notre fonction et qui on est vraiment comme être humain », s'interroge Lucien, éducateur. Les procédures sont de plus en plus complexes et normées, les subsides se raréfient et les évaluations pleuvent. Le temps administratif est tel qu'il empêche le temps de l'accompagnement, disent-ils en substance.

⁷ E. Morin, « Pour une crisologie », *Communications*, 25, 1976, pp. 149-163.

« Ce ne sont pas les bénéficiaires qui m'épuisent, mais ce qu'il y a autour », raconte Christine. Elle travaille pourtant dans un service d'intervention psychiatrique d'urgence, aux prises avec des situations de vie souvent extrêmement difficiles. « Ce qu'il y a autour », la bureaucratie, le manque d'écoute, ce sentiment d'être un « sparadrap », cette impuissance au niveau institutionnel et politique, à faire remonter les véritables enjeux, les non-sens et les impasses. En sous-effectifs, étouffés sous les attentes de résultats statistiquement mesurables, certains tentent malgré tout de rester les derniers remparts face aux violences croissantes, mais ils s'épuisent. Se dessinent alors deux chemins, tout aussi, mortifères : tenter malgré tout de pallier les manques de la société, en travaillant en dehors des heures, en dehors des cadres parfois, se mettre en porte à faux, pas de côté qui nourrissent les espoirs, mais aussi les fatigues ou alors, se résoudre à n'être qu'un rouage du système et lui permettre, qu'on le veuille ou non, de se maintenir. Les droits sociaux aujourd'hui se méritent, les travailleurs doivent s'activer à activer les uns et les autres, rendus responsables de leurs conditions de vie et de travail.

En parallèle de la raréfaction des ressources et des libertés (d'être, de travailler, d'agir, de penser), ils sont confrontés en permanence à la question de l'urgence, « tout est urgent, tant et si bien que plus rien ne l'est vraiment », avec cette sensation continue d'être là trop tard, pas assez tôt, de devoir récupérer tellement de manquements sans que, jamais, les véritables questions ne soient posées. « On travaille dans une institution prise dans un système plus large sur lequel on n'a pas vraiment de prise », raconte Sophie, éducatrice, et c'est cela aussi qui épuise et nourrit les sentiments d'impuissance. Cette impression de se battre contre des moulins à vent. Plus largement, en course folle contre le temps, ils se disent coupés du terrain, en tous cas de la manière dont ils voudraient y être, à l'écoute réelle des gens et de leurs singularités, à l'écoute aussi plus largement des injustices et des dysfonctionnements. Et c'est un troisième temps manquant qui se dessine, celui de l'analyse, de la prise de recul, de la réflexion et plus largement, celui du politique, de la possibilité même du politique dans le sens de Rancière⁸, de cette effraction, de cette brèche dans l'ordre du monde.

Ce dont ils sont témoins, au plus près des précarités, des inégalités et des injustices, mais aussi la manière dont leur « travail » est impacté par les politiques actuelles agissent comme révélateurs des rouages de notre système économico-politique. Ainsi, panser et penser ce qui nous arrive suppose aussi de reprendre possession du temps. Dans un article intitulé « Le capitalisme comme vol du temps⁹ » (2010), Pierre Zaoui s'interroge sur trois types de temporalité suspendues de façon systématisée par notre mode de production et de vie capitaliste : « l'utopie, l'immédiat et l'horizon de l'histoire ». Voici donc ce qui nous est volé et nous empêche, non pas de ruser et d'agir, mais de comprendre et d'imaginer. Vol du temps de l'utopie, vol de la possibilité de déconstruire le discours du TINA (*There Is No Alternative*).

Se réapproprier le temps

Car il est indispensable de rêver grand pour se projeter à nouveau en avant dans un autre mode de vie que celui de la prédation. Nous avons besoin de mettre des mots, nous avons besoin de petits et de grands récits qui nous portent et ouvrent nos imaginaires. Vol du temps de l'immédiateté, qu'est-ce à dire, l'immédiat n'est-il pas justement le propre de notre

⁸ J. Rancière J., *Au bord du politique*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 2004 [1998].

⁹ P. Zaoui, « Le capitalisme comme vol du temps », *Vacarme*, 53, 2010, pp. 29-32.

époque ? L'enjeu, ici, serait de retrouver le sens de l'urgence, de reprendre conscience que tout événement ne s'équivaut pas en termes de temporalité d'action, mais aussi d'impact sociétal, de sortir de la course effrénée qui nous empêche, assortie de cet horizon unique et bouché, de penser et de poser des choix qui ne soient pas uniquement courttermistes. Vol du temps de l'histoire, enfin. Le nez dans le guidon, nous sommes pris dans la course infernale des échéances, des bureaucraties, des évaluations et des crises incessantes, coupés d'une analyse holistique d'une part, socio-historique, de l'autre, qui nous permettrait de saisir quelque chose du présent au-delà de son évanescence, d'en comprendre les profondeurs, les racines et les complexités.

E. Morin, à la fin de son texte, évoque quelques potentialités des situations de crise : « Plus la crise s'approfondit et dure, plus elle suscite une recherche de solutions de plus en plus radicales et fondamentales », pour le pire et le meilleur, évoquant notamment les risques de guerres civiles. D'une part, si, en nos contrées, nous n'en sommes pas encore là, la logique de guerre contre les virus, contre les terrorismes, pour l'accaparement des terres et des ressources est alimentée de la rhétorique de la crise qui, assortie du sentiment d'urgence, autorise à outrepasser les droits, à modifier les constitutions, à agir à l'abri des regards démocratiques. D'autre part, comme l'énonce Wendy Brown (2017), si les idéologies néolibérale et sécuritaire sont, en théorie, antinomiques, force est de constater que, dans la pratique, ces deux lignes de force sont aujourd'hui concomitantes, créatrices de logiques de boucs émissaires et des ressorts populistes sur lesquels elles reposent par ailleurs¹⁰.

Ceci dit, la crise a « toujours un aspect d'éveil », poursuit Morin, « elle montre que ce qui allait de soi, ce qui semblait fonctionnel, efficace, comporte au moins des carences et des vices ». Dans ce sens, le temps de la crise est aussi potentiellement le temps de la créativité : « La crise libère en même temps des forces de mort et des forces de régénération. D'où son ambiguïté radicale ». Ainsi, la situation de « crise » porte en elle à la fois la potentialité du retour au *statu quo*, voire de la régression, et celle du changement plus ou moins radical, au prix de luttes, de tensions entre les éléments et les forces antagonistes d'une société. Comme le relate Naomi Klein¹¹, en temps de catastrophe, s'observe bien souvent ce qu'elle nomme un « choc des utopies ». D'un côté, celle du « capitalisme du désastre » dont les acteurs profitent des moments de fragilisation sociétale pour privatiser, accaparer, détricoter davantage encore les ressorts de solidarités communautaires, nationaux et internationaux. Les réponses des industries, des banques et des politiciens conquis et/ou à leur solde ne varient guère entre austérité, ajustements structurels, diminution des fonds publics, assorties des discours de relance et d'indispensable croissance, dont les multiples mises en application ont pourtant démontré leurs inefficacités et les violences qu'elles recèlent à l'égard, en particulier, des populations les plus précaires. D'un autre côté, celles des communautés résilientes, de leurs organisations solidaires entremêlant engagement local et transnational. « Le meilleur remède contre l'impuissance s'avère, dit-elle, l'entraide, devenir participant plutôt spectateur », avant d'ajouter quelques pages plus loin : « Le problème, c'est que les mouvements, contrairement au capital, ont tendance à prendre leur temps. Surtout les mouvements visant à renforcer la

¹⁰ W. Brown, « Rien n'est jamais achevé : un entretien avec Wendy Brown sur la subjectivité néolibérale », *Terrains/Théories* [Online], 6 | 2017.

¹¹ N. Klein, *Le choc des utopies. Porto Rico contre les capitalistes du désastre*, Montréal, Lux éditeur, coll. Futur proche, 2019.

démocratie et à permettre aux gens ordinaires de déterminer leurs objectifs et de s’emparer des rênes de l’histoire ».

Les analyses de François Houtart en introduction à ce nouveau paradigme que serait « le bien commun de l’humanité » résonnent ici avec force : « La multiplicité des crises, devenues plus aiguës ces derniers temps, résulte d’une même logique de fond: (1) une conception du développement qui ignore les ‘externalités’ (c’est-à-dire les dommages naturels et sociaux); (2) l’idée d’une planète inépuisable; (3) la priorité donnée à la valeur d’échange sur la valeur d’usage; et (4) l’identification de l’économie avec le taux de profit et l’accumulation du capital, créant d’énormes inégalités. Ce modèle est à l’origine d’un développement spectaculaire de la richesse mondiale, mais il est arrivé à la fin de sa fonction historique, par son caractère destructeur de la nature et par l’inégalité sociale qu’il a engendrée. Ce modèle ne peut se reproduire ou bien, suivant une expression contemporaine, il n’est déjà plus durable¹² ». Espérons que si nous nous donnons le temps de comprendre, de façon systémique, inspiré peut-être de l’anthropologie politique dynamique, la « situation » actuelle comme résultat d’un contexte socio-historique, il nous sera possible d’inventer autre chose autrement, mais aussi de prêter l’oreille, d’une part, à ceux et celles qui sont en première ligne des désordres organisés de notre société et, d’autre part, de prêter attention à ceux et celles qui depuis longtemps déjà, partout sur la planète inventent d’autres vivres ensembles, d’autres « en communs ».

Si l’hirondelle ne fait pas le printemps, le capitalisme fait son nid des désastres, par-delà les frontières. La décroissance n’est pas le confinement, le retour au local ne suppose pas l’arrêt de tout mouvement, mais une mise en cause profonde des modes de vies prédateurs en parallèle d’une mobilité nouvelle des pensées et des humanités.

¹² F. Houtart, *Le bien commun de l’humanité*, Charleroi, Couleur Livres, 2013.